

Chronique La déshérence du monde

Dalibor Frioux

DANS **ÉTUDES 2018/12 Décembre**, PAGES 73 À 74
ÉDITIONS **S.E.R.**

ISSN 0014-1941

DOI 10.3917/etu.4255.0073

Date de mise en ligne : 29/11/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-2018-12-page-73?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

CHRONIQUE

de Dalibor Frioux

Normalien, professeur agrégé
de philosophie, romancier.



La déshérence du monde

Passé récemment sur Arte, un documentaire intitulé « Les nettoyeurs du Web » montrait comment les géants du numérique, Google, Facebook ou Twitter, avaient inévitablement recours à des sous-traitants pour réguler les contenus déposés sur les réseaux. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans les locaux de ces sociétés tenues secrètes, de jeunes employés philippins, souvent issus du monde rural, regardent droit dans les yeux les images ou vidéos qui leur sont remontées par les algorithmes ou les internautes eux-mêmes pour être soumises à leur jugement. Le ramassis le plus infect de l'Humanité : viols, tortures, assassinats, pédophilie, on en passe et des pires. Tout ce que la perversité des hommes peut avoir envie non seulement de faire, mais de montrer au plus grand nombre.

D'une commande vocale, les opérateurs choisissent : « *delete* » ou « *ignore* ». Un ancien employé estime qu'il jugeait ainsi jusqu'à 25 000 images par jour. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, leur travail est éminemment solitaire : trop de contenus à traiter, pas assez de personnel. Le superviseur ne contrôle qu'environ 3 % de leurs classements, une fois par mois, par sondages aléatoires. Un employé, spécialisé dans les images d'automutilation, s'est perdu sur son lieu de travail, faute d'avoir obtenu la mutation qu'il demandait dans une autre « thématique ». Une jeune femme découvre tout le vocabulaire contemporain de la pornographie, avec ses centaines de pratiques et de sous-catégories. Pour les besoins du documentaire, les images sont floutées, mais on devine la violence qui se déchaîne dans ces jeunes cerveaux philippins, l'usure des yeux et de la foi en l'humanité, le prix à payer pour que soit écarté au plus vite le plus abject, sans qu'évidemment quoi que ce soit puisse être véritablement éliminé de l'océan virtuel. Mais quel divin modérateur prendra vraiment soin en aval de ces tuyaux gigantesques, en amont de ce mal orphelin qui bouillonne incessamment ? N'avons-nous pas créé de terribles et ingérables miroirs grossissants ? Alors que le très haut débit pour tous se donne

pour un impératif citoyen, nous sommes-nous donnés les moyens de contrôler ces flux ?

Après l'effondrement dramatique du pont de Gênes, en Italie, les médias se sont penchés avec inquiétude sur l'état des ponts et du réseau routier français : un rapport sénatorial de mars 2017 sur l'état du patrimoine autoroutier avait justement sonné l'alarme. Un audit externe sur le réseau routier national non concédé, remis en juillet 2018 au ministère des Transports, a confirmé le diagnostic : près de 20 % de ces routes sont dans un état de dégradation avéré, sans parler des ponts et des tunnels. Un tiers des douze mille ponts examinés nécessitent une réparation. Des applications pour smartphones fleurissent entre automobilistes pour se signaler les routes les plus abîmées, comme si l'État avait par anticipation une autre façon de faire appliquer les limitations de vitesse... Et les rapporteurs de dénoncer un sous-investissement chronique dans l'entretien des infrastructures. Six cents millions par an, alors qu'un milliard serait nécessaire. Cela n'empêche pas une fuite en avant dans de nouveaux projets autoroutiers financés par l'État : A45 entre Saint-Étienne et Lyon, contournement de Rouen, liaison entre Castres et Toulouse, etc.

Pendant des décennies, la SNCF était occupée à soigner les réseaux TGV, vitrine de modernité pour une exportation qui est restée lettre morte. Pendant ce temps, selon un rapport de la Cour des comptes de 2016, le réseau des transports du quotidien ne cessait de se dégrader, notamment en Île-de-France, où entre 30 % et 40 % des aiguillages ont plus de trente ans. Au niveau national, un quart des lignes sont au-delà de leur durée de vie technique. Mais qu'importe, il faut faire toujours plus vite, plus loin, plus fort...

Un des grands problèmes de notre époque n'est-il pas la déshérence, l'abandon silencieux et parfois honteux de ce que nous avons déjà produit, construit, inventé, au profit de nouvelles chimères ? Des humains mêmes que nous avons mis au monde ? Une autoroute défoncée, des réseaux sociaux mal modérés, des pesticides déversés sans suivi, un réseau de canaux sous-entretenus, gaspillage alimentaire. Même au plus haut niveau, l'obsolescence programmée semble la règle à suivre. Nous masquons notre défaut de soin dans des nuages de grandiosité. L'écologie est d'abord affaire d'attention minutieuse à l'existant.